



market monitor

Focus sur les performances et les perspectives du secteur agro-alimentaire

Dans ce numéro...

Introduction	L'embargo russe alimente le débat.....	3
Belgique	La baisse des prix des matières premières a un impact positif.....	4
France	Le secteur profite de la baisse des matières premières.....	7
Allemagne	Impact direct limité de l'embargo russe sur les produits alimentaires.....	10
Italie	Les marges restent sous pression.....	13
Pays-Bas	L'effet de l'embargo russe sur les importations semble limité.....	16
Performance du marché en un coup d'œil.....		19
Danemark	La baisse des prix de vente du porc affecte le secteur de la viande et les producteurs.....	19
Pologne	Les perspectives du secteur agro-alimentaire devraient s'améliorer.....	20
Vue d'ensemble	Les performances sectorielles par pays.....	22
Performances sectorielles	Les changements depuis octobre 2014.....	23

Dans les pages suivantes, nous indiquons les perspectives générales pour chaque marché et secteur décrits en utilisant des symboles météorologiques



Excellent



Bon



Correct



Sombre



Mauvais

L'embargo russe alimentaire

le débat

La bonne nouvelle pour les entreprises du secteur agro-alimentaire, c'est que les gens auront toujours besoin de manger. La mauvaise nouvelle, du moins pour certaines d'entre elles, c'est que la concurrence devient de plus en plus vive.

C'est le cas en Allemagne, par exemple, où la compétition fait rage. Les grands distributeurs et les hard-discounters font la loi et rendent la vie de plus en plus dure à leurs fournisseurs qui voient leurs marges rétrécir et leurs coûts grimper.

En fait, les guerres des prix des produits alimentaires sévissent dans tous les pays examinés dans ce numéro du Market Monitor, tandis que les difficultés économiques qui affectent certains marchés rendent les consommateurs particulièrement sensibles aux prix. En France, le chômage croissant décourage la demande des ménages et même les exportateurs de vins sont touchés. Le tableau est similaire aux Pays-Bas, où les ventes de viande sont victimes de la situation économique et de la perte de confiance qui persiste à la suite du scandale de la viande de cheval. Le secteur agro-alimentaire italien connaît nombre des problèmes qui affectent l'ensemble du paysage industriel de l'Italie, notamment une forte fragmentation et une capitalisation fragile. Les entreprises exportatrices possèdent toutefois un avantage salvateur: le prestige du "Made in Italy".

Mais les nouvelles ne sont pas toutes mauvaises. Ainsi en Belgique, alors que les marges sont sous pression comme partout ailleurs, la bonne réputation des normes de qualité et de sécurité appliquées dans le pays a stimulé les exportations de produits alimentaires.

Il est encore trop tôt pour quantifier les conséquences de l'embargo de la Russie sur les importations de produits alimentaires provenant de l'UE. Leur gravité varie d'ailleurs d'un pays à l'autre, en fonction de leur niveau de dépendance à l'égard du marché russe. En Allemagne, seuls certains producteurs de fruits et légumes sont directement impactés. Au Danemark, la perte des exportations de viande de porc vers la Russie est au moins partiellement compensée par les ventes sur de nouveaux marchés d'exportation, tandis qu'en Pologne, pour les petits exportateurs très dépendants de la Russie l'exercice consistant à équilibrer leurs ventes en baisse et leurs coûts fixes va s'avérer difficile.

Belgique



- La baisse des prix des matières premières a un impact positif
- L'embargo russe sur les importations pourrait entraîner une augmentation des faillites
- Les coûts élevés de la main-d'œuvre et de l'énergie mettent les marges sous pression

Evaluation des risques	forte amélioration	amélioration	stable	détérioration	forte détérioration
Evolution des impayés au cours des 6 derniers mois		✓			
Augmentation des impayés au cours des 6 prochains mois			✓		
Evolution des faillites au cours des 6 derniers mois		✓			
Augmentation des faillites au cours des 6 prochains mois				✓	

Conditions de financement	très élevé	élevé	moyen	faible	très faible
Dépendance à l'égard des financements bancaires		✓			
Endettement global du secteur		✓			
Volonté des banques d'accorder des crédits à ce secteur		✓			

Conditions commerciales	forte amélioration	amélioration	stable	détérioration	forte détérioration
Marges bénéficiaires: tendance générale au cours des 12 derniers mois			✓		
Situation générale de la demande (ventes)				✓	

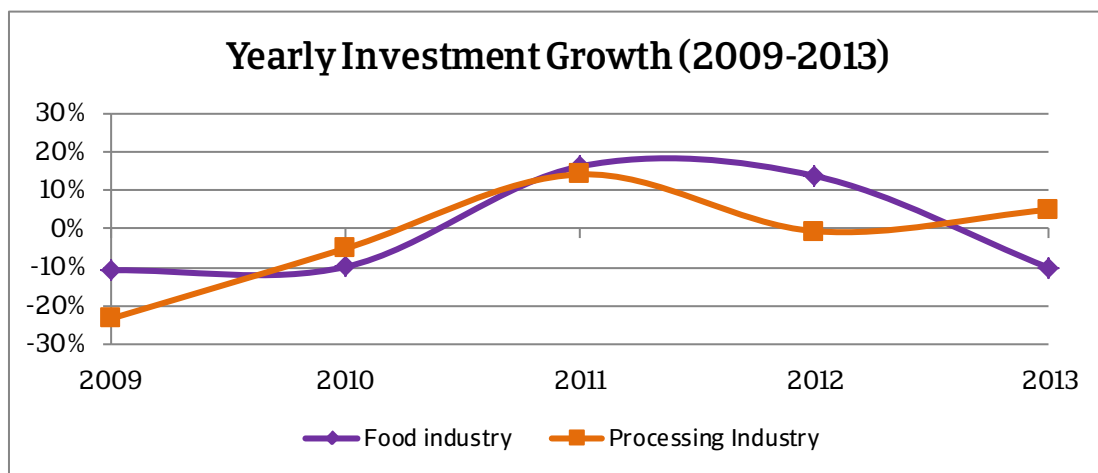
Source: Atradius

Le chiffre d'affaires du secteur agro-alimentaire belge a enregistré une modeste croissance de 1,5% en 2013, à EUR 48,2 milliards, principalement grâce à une embellie dans les segments des boissons (+3,8%) et de l'industrie laitière (+10,6%). Les exportations, qui représentent 50,2% du chiffre d'affaires total, prennent de plus en plus d'importance pour le secteur. Les principaux sous-secteurs de l'industrie agro-alimentaire sont la viande, les huiles et les matières grasses, et le segment couvrant le chocolat, le sucre, le café et les plats préparés.

Quatre-vingts pour cent du chiffre d'affaires de l'agro-alimentaire sont réalisés en Flandre; la région emploie 72% des effectifs et compte 72% des entreprises du secteur.

L'UE reste le plus grand marché d'exportation des produits alimentaires belges, qui partent en premier lieu vers les Pays-Bas, puis vers la France et l'Allemagne. Les exportations vers les États-Unis, le Japon et les BRIC continuent à croître, la qualité et la sécurité des produits alimentaires belges étant leurs principaux arguments de vente.

D'importants investissements seraient nécessaires pour garantir l'amélioration de la productivité du secteur, ce qui l'aiderait à faire face à la pression croissante des coûts élevés de la main-d'œuvre et de l'énergie. Cette année, le secteur agro-alimentaire belge n'a cependant investi que 1,16 milliard d'euros en immobilisations corporelles, c'est-à-dire nettement moins que les années précédentes. En effet, après une croissance impressionnante de 13,8% en 2012, les investissements ont chuté de 10,2% d'une année sur l'autre en 2013. Il s'ensuit que l'intensité de l'investissement du secteur se retrouve à un niveau inférieur à celui de 2009.



Source: Belgium Statistics Office

Les entreprises agro-alimentaires belges sont confrontées à la volatilité des prix des matières premières; ceux-ci sont en baisse depuis les six derniers mois, ce qui a des conséquences négatives pour les agriculteurs et les producteurs, mais crée des opportunités pour les entreprises de transformation. Il est vital de se protéger contre une telle valse des prix afin de réduire la pression sur les marges, déjà rétrécies par les coûts élevés de la main-d'œuvre et de l'énergie.

En termes de défaut de paiement et de faillite, une amélioration a été constatée dans le secteur entre janvier et août cette année: 74 cas de faillite contre 112 pour la même période de 2013. Toutefois, l'embargo russe sur les importations de produits alimentaires pourrait provoquer quelques faillites supplémentaires au 4e trimestre 2014, en affectant principalement les exportateurs de fruits et légumes.

Dans ce contexte, nous maintenons une politique de couverture prudente, surtout à l'égard des segments des fruits et légumes et de la viande. Comme on l'a dit, la volatilité des prix des matières premières, combinée aux coûts élevés de la main-d'œuvre et de l'énergie, exercent une forte pression sur les marges.

Nous cherchons donc à obtenir, pour tous les acheteurs, les informations financières les plus récentes et, si possible, des états financiers intermédiaires. En outre, nous surveillons les niveaux des stocks, les créances commerciales, l'endettement, le chiffre d'affaires, les marges, les retards de paiement et les défauts de paiement des cotisations de sécurité sociale. Nous surveillons également très étroitement l'évolution des prix des matières premières. Par ailleurs, l'éventualité d'un incident d'infection ou de contamination revêt aussi de l'importance. Nous tenons compte aussi des tendances saisonnières qui affectent la plupart des sous-secteurs agro-alimentaires, et nous gérons l'exposition du crédit moyennant une couverture limitée dans le temps.

Même si notre position reste généralement prudente, nous essayons toujours de trouver des moyens de maximiser la couverture en obtenant des informations supplémentaires: un bon historique des paiements, ou une garantie offerte par une société mère plus solide, par exemple, peuvent nous permettre une plus grande souplesse.

Secteur agro-alimentaire belge

POINTS FORTS	POINTS FAIBLES
Localisation géographique au cœur de l'Europe occidentale	Manque de grands opérateurs
Qualité des produits alimentaires	Coûts élevés des intrants
	Demande domestique atone

France



- Le secteur profite de la baisse des prix des matières premières
- Les sous-secteurs de la viande et du lait à la peine
- Faillites en légère hausse aux 2e et 3e trimestres 2014

Evaluation des risques	forte amélioration	amélioration	stable	détérioration	forte détérioration
Evolution des impayés au cours des 6 derniers mois			✓		
Augmentation des impayés au cours des 6 prochains mois			✓		
Evolution des faillites au cours des 6 derniers mois				✓	
Augmentation des faillites au cours des 6 prochains mois			✓		

Conditions de financement	très élevé	élevé	moyen	faible	très faible
Dépendance à l'égard des financements bancaires		✓			
Endettement global du secteur		✓			
Volonté des banques d'accorder des crédits à ce secteur		✓			

Conditions commerciales	forte amélioration	amélioration	stable	détérioration	forte détérioration
Marges bénéficiaires: tendance générale au cours des 12 derniers mois				✓	
Situation générale de la demande (ventes)			✓		

Source: Atradius

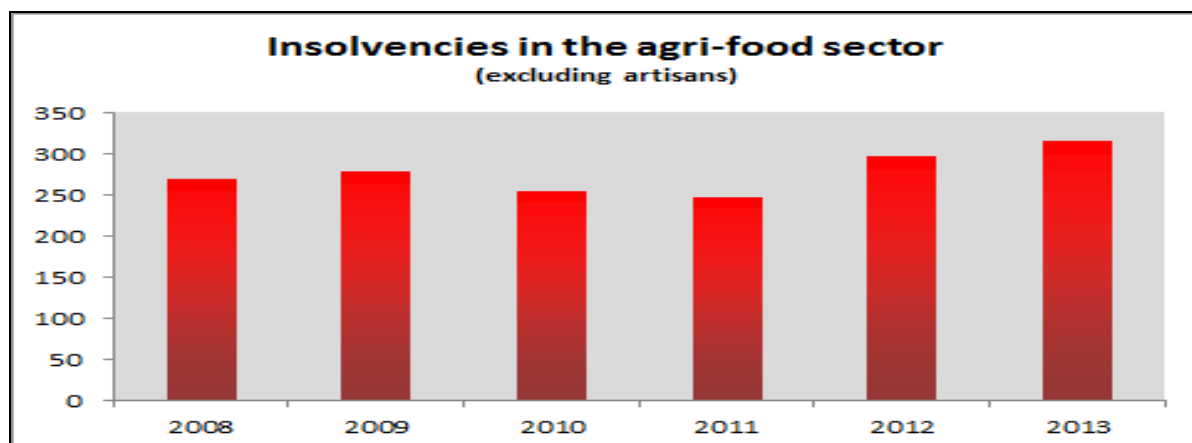
D'après l'Association nationale des industries alimentaires (ANIA), le chiffre d'affaires de l'industrie agro-alimentaire française a augmenté de 0,6% en glissement annuel en 2013, à 160,5 milliard d'euros. La production a cependant diminué de 2,2%, du fait de la persistance des mêmes difficiles conditions de marché qu'en 2012:

- fluctuations des prix des matières premières (une tendance qui s'est renforcée en 2013);
- relations tendues entre les grandes chaînes de vente au détail et les entreprises agro-alimentaires, celles-ci ayant des difficultés à répercuter les coûts sur les détaillants;
- hausse du chômage entraînant une chute de la consommation des ménages; les consommateurs deviennent attentifs aux prix.

Considérant les problèmes économiques que connaît la France depuis ces dernières années, le secteur agro-alimentaire a mieux tiré son épingle du jeu que d'autres secteurs, comme l'industrie manufacturière. Cependant, les entreprises du

secteur sont aux prises avec des coûts de production en hausse et des marges brutes qui se rétrécissent depuis plusieurs années, ce qui freine les investissements des entreprises, donc leur compétitivité à l'international.

En 2013, le nombre de faillites a légèrement augmenté pour atteindre 316 cas (hors producteurs agro-alimentaires artisanaux), contre 297 en 2012. Le taux de faillite dans l'agro-alimentaire est toutefois inférieur à celui d'autres secteurs.



Source: ANIA / Les Échos / Atradius

Selon le ministère français de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la forêt (AGRESTE), la production alimentaire (boissons comprises) a rebondi de 1,3% au 2^e trimestre 2014. Cette année, le secteur a bénéficié de la chute des prix des matières premières et d'un euro plus faible qui a donné un coup de pouce à la compétitivité à l'étranger. Au premier semestre 2014, la balance commerciale agro-alimentaire est restée positive bien qu'elle ait diminué principalement à cause d'un moindre excédent du segment des boissons. L'ANIA prévoit une hausse de 7% des investissements dans l'industrie agro-alimentaire en 2014.

Malgré le modeste répit du début de l'année 2014, plusieurs défis importants attendent le secteur à court terme:

- la demande domestique dans la zone euro reste atone;
- l'embargo russe: si ses conséquences directes restent très limitées, le secteur agro-alimentaire français pourrait être affecté par une concurrence accrue en Europe ainsi qu'une chute des prix de vente. Ces difficultés concerneront les sous-secteurs des fruits et légumes, des produits laitiers et du porc;
- négocier avec les chaînes de vente au détail va devenir plus difficile, car certaines d'entre elles (Intermarché et Casino; Système U et Auchan) ont annoncé de nouvelles alliances pour renforcer leur avantage comparatif. Cette stratégie aura notamment un impact sur les produits alimentaires de marque.

Nous pensons que le nombre de notifications de non-paiement que nous recevons restera stable dans les prochains mois. Une légère dégradation n'est cependant pas à exclure dans certains sous-secteurs, d'autant que certaines entreprises pourraient avoir des difficultés à trouver un financement bancaire. En effet, les entreprises agroalimentaires françaises sont souvent très dépendantes de ce type de financement et nombreuses sont celles qui sont fortement endettées à court terme pour financer leurs besoins en fonds de roulement.

Les faillites dans le secteur se sont affichées en légère hausse ces derniers mois (+1% au 2^e trimestre et +1,5% au 3^e). Nous nous attendons à ce que le nombre de faillites reste plus ou moins stable dans les prochains mois. La poursuite de la baisse des prix des matières premières et le taux de change favorable de l'euro devraient compenser les répercussions négatives de l'embargo russe, la faiblesse de la demande en Europe et les négociations tarifaires plus difficiles avec les détaillants.

Sous-secteur de la viande

Avec une part de 20,5% des ventes et 26% des employés, la viande est le sous-secteur le plus important de l'agro-alimentaire. En 2013 et 2014, il a été confronté à de nombreuses difficultés: faiblesse de la demande, embargo russe, augmentation des coûts des intrants, surcapacités et concurrence internationale. L'industrie française de la viande est composée surtout de petites entreprises et même les groupes français sont de taille modeste par rapport à leurs concurrents étrangers. D'après l'AGRESTE, la production de viande a fléchi de 2,4% en 2013 et a continué à décliner en 2014 (-3,7% au 1^{er} trimestre).

Elle s'est redressée légèrement au 2^e trimestre 2014 (+0,3%) grâce à la baisse des prix des matières premières, ce qui représente le premier signe de croissance depuis 2011. Cependant, si les segments du bœuf et du porc ont enregistré un modeste rebond, celui de la volaille est toujours affecté par la faiblesse de la demande domestique et à l'exportation, et les perspectives pour les mois à venir sont moroses. Il y a eu récemment quelques faillites retentissantes, comme celles des abattoirs GAD et du volailler Tilly Sabco (326 employés).

Produits laitiers

Avec 17% du total des ventes de produits alimentaires, les produits laitiers constituent la deuxième plus importante industrie alimentaire. La production a chuté en 2013 et au premier semestre 2014 (-3,4% au 2^e trimestre 2014) en raison de la baisse de la demande. Toutefois, l'augmentation des prix de vente du lait a gonflé le chiffre d'affaires. Le prix payé aux producteurs laitiers français, qui a augmenté de 5% en glissement annuel fin août 2014, reste élevé. Mais ce prix pourrait à nouveau diminuer d'ici la fin de l'année. Les prix internationaux de la poudre de lait et du beurre sont déjà en baisse depuis plusieurs mois et cette tendance s'accélère depuis l'été à cause du fléchissement des importations chinoises et de l'embargo russe. Cela ne manquera pas d'avoir une incidence sur l'industrie laitière française, dont environ 20% des ventes se font à l'étranger. L'abolition des quotas laitiers de l'UE fin mars 2015 représente un autre défi auquel l'industrie se prépare en redéfinissant ses partenariats et en investissant pour faire face aux augmentations de capacités.

Fruits et légumes

La baisse de la consommation estivale due à des conditions météorologiques défavorables et l'impact de l'embargo russe ont entraîné cette année une diminution des prix de vente des fruits et légumes. Selon l'INSEE, les prix à la production des fruits frais ont plongé de 23,5% d'une année sur l'autre en septembre. Ainsi, les prix à la production des pommes, principal fruit produit par la France, se sont effondrés de 33% en glissement annuel en septembre.

Boissons

L'industrie des boissons, qui représente 16% du total des ventes de produits alimentaires, exporte environ 30% de sa production. Après avoir diminué de 4% en 2013, la production est repartie à la hausse de 9,3% et 3,9% respectivement aux 1^{er} et 2^e trimestres 2014. La balance commerciale est restée positive mais a diminué en valeur du fait de la baisse des exportations de vins (liée à une baisse de la production), partiellement compensée par une hausse des exportations de champagne.

Notre politique de couverture de ce secteur reste généralement souple, mais nous surveillons de près certains sous-secteurs, notamment la viande et les produits laitiers, à cause de leurs conditions de marché délicates. Nous contactons les acheteurs pour obtenir leurs derniers états financiers et leurs prévisions. Nous surveillons leurs besoins en fonds de roulement, leur situation en matière de trésorerie, d'endettement et de remboursement, leurs plans d'investissement et de financement, et nous évaluons le soutien qu'ils reçoivent de leurs partenaires financiers. Il est très utile que nos clients nous fassent savoir si leur besoin est temporaire, comme c'est souvent le cas dans le sous-secteur des fruits et légumes ou dans d'autres secteurs à caractère saisonnier. Nous essayons autant que possible de satisfaire les demandes de nos clients et si notre évaluation de l'acheteur ou du sous-secteur est particulièrement positive, nous encourageons le client à augmenter son crédit.

Secteur agro-alimentaire français

POINTS FORTS	POINTS FAIBLES
5 ^e exportateur mondial de produits alimentaires	Trop de petites entreprises: une concentration est nécessaire
Résilience tout au long de la crise économique / industrie non cyclique	Rétrécissement des marges et investissements insuffisants
Secteur renommé pour ses produits de haute qualité	Les coûts élevés de la main-d'œuvre et les règles françaises strictes en matière d'hygiène pèsent sur la compétitivité internationale

Allemagne



- Impact direct limité de l'embargo russe sur les produits alimentaires
- Légère hausse des faillites
- Augmentation des cas de fraude

Le secteur agro-alimentaire allemand a continué à croître au premier semestre 2014, mais plus lentement qu'en 2013.

Evaluation des risques	forte		stable	forte	
	amélioration	amélioration		détérioration	détérioration
Evolution des impayés au cours des 6 derniers mois			✓		
Augmentation des impayés au cours des 6 prochains mois			✓		
Evolution des faillites au cours des 6 derniers mois			✓		
Augmentation des faillites au cours des 6 prochains mois				✓	

Conditions de financement	très élevé		élevé		moyen		faible		très faible	
	Dépendance à l'égard des financements bancaires			✓						
Endettement global du secteur			✓							
Volonté des banques d'accorder des crédits à ce secteur					✓					

Conditions commerciales	forte		stable	forte	
	amélioration	amélioration		détérioration	détérioration
Marges bénéficiaires: tendance générale au cours des 12 derniers mois				✓	
Situation générale de la demande (ventes)				✓	

Source: Atradius

Selon l'Association allemande des industriels de l'alimentation BVE, le chiffre d'affaires nominal a augmenté de 0,2% en glissement annuel à 85,6 milliards d'euros, les ventes domestiques s'adjudgeant 0,4% à 59,7 milliards d'euros, tandis que les exportations lâchaient 0,1% à 25,9 millions d'euros. Cela étant dit, les ventes réelles (domestiques et exportations) ont diminué de 0,4%, contre une hausse de 1,0% en 2013.

Les entreprises du secteur sont généralement correctement capitalisées, mais les grands groupes et les entreprises productrices disposent souvent de fonds propres plus abondants que les grossistes et les détaillants. En termes de solvabilité et de liquidités, les grandes entreprises sont généralement mieux financées que les plus petites.

Au niveau national, la concurrence fait rage dans le secteur entre les grands détaillants et les hard-discounters qui ont accru leur part de marché au cours des dernières années. Leur toute puissance sur le marché, la concurrence acharnée et les guerres des prix dans le secteur du commerce de détail alimentaire impliquent que les fabricants et les fournisseurs de

produits alimentaires ont des difficultés à répercuter des coûts croissants comme les matières premières et l'énergie. Il s'ensuit que les marges de rentabilité ont décliné ces dernières années, surtout celles des opérateurs axés sur les produits de marque privée souvent non-essentiels ou qui ne dépendent que de quelques puissants revendeurs.

Ces dernières années, les hard-discounters alimentaires, en particulier, ont changé leur modèle d'approvisionnement en réduisant le nombre de fournisseurs pour se concentrer sur un nombre restreint de grands fournisseurs.

Néanmoins, malgré les problèmes que connaît l'agro-alimentaire, de nombreuses entreprises de tous les sous-secteurs sont prospères. L'industrie agro-alimentaire est un secteur non cyclique, donc moins volatile que d'autres. En outre, les exportations du secteur ont quasiment doublé depuis le milieu des années 90, offrant des opportunités d'affaires à l'étranger.

L'embargo russe a peu d'impact direct sur le secteur, seuls quelques producteurs et grossistes de pommes et de choux sont directement affectés. Il y a toutefois une conséquence indirecte: les volumes plus importants de produits alimentaires présents sur le marché font baisser les prix, ce qui affecte les fruits et légumes, les produits laitiers et la viande. Les entreprises très axées sur l'exportation recherchent de nouveaux débouchés ou tentent d'accroître leurs ventes sur leurs marchés d'exportation existants, comme la Chine.

Viande/produits carnés

La viande et les produits à base de viande sont de loin le sous-secteur le plus important. Celui-ci est contrôlé par quelques grands opérateurs de la transformation de la viande qui ont créé ces dernières années des groupes entièrement intégrés verticalement. À côté de ces grands acteurs, de nombreuses petites et moyennes entreprises ne possédant qu'une part mineure de marché souffrent de la volatilité des prix du marché. Alors que les prix de vente ont diminué, l'accroissement des coûts des matières premières ne peut être répercuté sur les détaillants ou sur les consommateurs, tandis qu'en cas de baisse des prix des matières premières les entreprises transformatrices sont face à des détaillants qui veulent négocier avec eux des prix plus bas.

L'augmentation de la demande mondiale de viande a offert des opportunités d'affaires à l'industrie allemande de la viande et donné un coup de pouce aux marges de rentabilité des entreprises détenant les plus grosses parts de marché. Cependant, les surcapacités qui caractérisent le secteur allemand de la viande et de la transformation de la viande ont pour conséquence que les fournisseurs de produits non essentiels et ceux qui n'exportent pas sont en danger de se retrouver, à plus ou moins brève échéance, exclus du marché.

Lait et produits laitiers

Grâce aux prix élevés du lait et à la croissance des volumes, le segment a connu une évolution positive en 2013 et début 2014. Mais comme les éleveurs produisent beaucoup plus de lait que le volume autorisé par les actuels quotas laitiers de l'UE, ils devront payer une pénalité pour cet excédent. Après l'abolition des quotas en 2015, la production allemande de lait et les exportations devraient augmenter.

Fruits et légumes

Les marges de rentabilité du sous-secteur des fruits et légumes, déjà maigres, continuent à se détériorer. La consommation domestique allemande étant stagnante, l'amélioration des résultats des ventes est plus souvent due à une hausse des prix plutôt qu'à des volumes. Bien que ce sous-secteur ne soit pas particulièrement axé sur l'exportation, l'embargo russe devrait induire un fléchissement des prix du fait de l'accumulation d'excédents.

Boissons

Malgré la baisse des coûts à la production des matières premières (céréales et sucre), les prix de vente dans l'industrie allemande des boissons (bières, eaux minérales, boissons non alcoolisées, etc.) restent sous pression du fait d'une moindre consommation, d'une plus grande sensibilité des consommateurs aux prix, des surcapacités et des ventes à prix discount.

Le secteur allemand de la bière connaît actuellement une concentration et une consolidation de plus en plus importantes, ainsi qu'un changement de comportement des consommateurs. Le nombre de brasseries s'avère encore trop élevé et nombre de celles-ci sont trop petites pour être compétitives. Pour tenter d'inverser la tendance au déclin des ventes de bière, de nombreuses brasseries allemandes ont commencé à offrir des boissons innovantes à base de bière et contenant moins d'alcool. Mais les produits concurrents étant nombreux, il y a moins de profits à tirer de ces innovations.

Dans la branche des jus de fruits, les coûts élevés et volatiles des matières premières restent un problème. La principale difficulté est que les consommateurs choisissent de plus en plus des produits moins chers que les jus de fruits purs,

souvent pour réduire leur consommation de calories. Les petits producteurs de jus de fruits, qui n'ont pas les moyens de consentir les investissements nécessaires dans des installations de production, ont souffert de conditions de marché difficiles. Il s'ensuit que plusieurs entreprises ont été poussées hors du marché par la faillite, la liquidation ou la reprise par une autre société, et la tendance à la concentration se poursuit.

En moyenne, les paiements dans le secteur agro-alimentaire se font à 30 jours environ (45 dans le segment de la vente au détail). Nous n'avons constaté aucune augmentation des notifications de non-paiement au cours des derniers mois, et cette situation devrait perdurer.

Comme les entreprises de transformation alimentaire et les détaillants exigent de leurs fournisseurs immédiats des délais de paiement plus longs pour améliorer leurs fonds de roulement, une vague d'allongement des délais est en train de se propager tout le long de l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement. Les marges de rentabilité déjà étroites continuent à se rétrécir et nous nous attendons à une légère augmentation des faillites à court terme. À moyen terme, le nombre de défauts augmentera probablement encore, menaçant surtout les petits acheteurs et les plus faibles financièrement.

Le secteur agro-alimentaire étant encore robuste, notre stratégie de couverture reste généralement souple. Cependant, nous ne pouvons en principe couvrir des acheteurs qui opèrent depuis moins d'un an que s'ils sont liés à des entreprises ou à des groupes bien établis. En règle générale, nous exigeons annuellement des informations financières (bilan, comptes de profits et pertes, résultats intermédiaires, budget prévisionnel et situation de la trésorerie). S'il y a des signes indicateurs d'une dégradation des finances d'un acheteur, nous renforçons notre surveillance en demandant des états trimestriels et l'historique récent des paiements.

Le secteur a connu un nombre considérable d'affaires de fraude et celles-ci sont en hausse. Par conséquent, nous sommes particulièrement attentifs au nombre de limites de crédit qui sont demandées dans un bref laps de temps, notamment lorsque les acheteurs sont récemment établis et que la direction et/ou les actionnaires ont récemment changé ou que le secteur d'activité de l'acheteur n'est pas cohérent avec les marchandises commandées (par ex. une entreprise métallurgique commandant des produits alimentaires).

Secteur agro-alimentaire allemand

POINTS FORTS	POINTS FAIBLES
Secteur non-cyclique	Surcapacité partielle
La croissance des exportations génère des profits	Rétrécissement des marges
Très compétitif à l'échelle internationale	Faiblesse des prix due à un secteur du hard-discount dynamique; les produits de marque sont remplacés par des produits blancs

Italie



- Les marges restent sous pression
- Le comportement de paiement s'est amélioré
- Les faillites ont augmenté au cours des six derniers mois

Evaluation des risques	forte amélioration	amélioration	stable	détérioration	forte détérioration
Evolution des impayés au cours des 6 derniers mois					
Augmentation des impayés au cours des 6 prochains mois		✓			
Evolution des faillites au cours des 6 derniers mois		✓			
Augmentation des faillites au cours des 6 prochains mois			✓	✓	

Conditions de financement	très élevé	élevé	moyen	faible	très faible
Dépendance à l'égard des financements bancaires					
Endettement global du secteur			✓ ✓		
Volonté des banques d'accorder des crédits à ce secteur			✓		

Conditions commerciales	forte amélioration	amélioration	stable	détérioration	forte détérioration
Marges bénéficiaires: tendance générale au cours des 12 derniers mois				✓	
Situation générale de la demande (ventes)			✓		

Source: Atradius

Le secteur agro-alimentaire est l'un des plus importants d'Italie: il emploie environ 400.000 personnes et son chiffre d'affaires total s'est élevé à plus de 130 milliards d'euros en 2013. Le secteur est affecté par la mauvaise conjoncture économique. L'atonie de la consommation des ménages et l'absence de confiance mettent sous pression les prix et les marges. Il souffre également de faiblesses structurelles: fragmentation, profits médiocres, faible rétention des gains, capitalisation modeste. Mais l'industrie agro-alimentaire italienne bénéficie aussi de sa nature généralement non cyclique. Et le prestige du "Made in Italy" stimule la croissance des exportations, qui devrait se confirmer en 2014 et en 2015.

Produits laitiers

La production a augmenté en 2014 et les perspectives pour 2015 sont positives grâce à l'augmentation des commandes à l'exportation et de la consommation domestique, notamment de beurre et de lait en poudre. Cependant, les marges des producteurs laitiers restent sous pression, car l'effet positif de la baisse des coûts des matières premières a été annulé par la hausse des prix de l'énergie et des transports, la concurrence acharnée, la faiblesse de la consommation et les répercussions de l'embargo russe sur les importations.

Céréales

Les prévisionnistes tablent sur une récolte de céréales supérieure à la moyenne pour 2014, pour la deuxième fois d'affilée, et le sous-secteur a enregistré des exportations record cette année. Toutefois, malgré la forte demande mondiale, la disponibilité immédiate a tiré les prix à la baisse. Les marges devraient tout de même s'améliorer en 2014 et 2015.

Viande

Ces dernières années, la production de viande a diminué dans tous les pays européens et de manière très nette en Italie. Cette tendance devrait s'inverser en 2014 et 2015 à cause des effets du repeuplement du cheptel bovin. La consommation italienne de bœuf est faible actuellement à cause des changements d'habitudes alimentaires et de la sensibilité des consommateurs aux prix. Les exportations ont également été frappées par l'embargo alimentaire russe. La demande plus faible, les coûts de production plus élevés et les contraintes pesant sur la capacité à augmenter les prix sont autant d'éléments ayant une incidence négative sur les marges.

Vente au détail

Dans l'ensemble, le secteur de la vente au détail de produits alimentaires conserve son avantage d'activité non cyclique. Les ventes de produits alimentaires ont cependant décliné en Italie tout au long de cette année et les commandes domestiques devraient rester modestes en 2015. En outre, la concurrence est forte sur le marché et les marges resteront sous pression.

Segment des grands distributeurs de produits alimentaires

RATIO GDO	2013	2012
Aggregated turnover in euro/000	€ 58.141.317	€ 56.465.310
Gross Margin	8,33	7,40
Operating margin	1,64	1,65
Net interests / Sales	0,20	0,29
DSO	19,42	22,58
DPO	68,31	72,20
Stock days	33,92	32,67
Gearing	105,29	99,05
Solvability	29,38	29,27

Source: Atradius

Cet échantillon comprend 50 grands distributeurs représentant un chiffre d'affaires de 58 milliards d'euros.

Comme dans d'autres secteurs économiques italiens, la capitalisation des entreprises agro-alimentaires est souvent faible. Grâce à leur pouvoir de marché, les grands détaillants et producteurs tirent généralement mieux leur épingle du jeu que les petites entreprises sur ce marché très fragmenté. Les grands opérateurs maintiennent un niveau raisonnable de liquidités, mais de nombreuses petites et moyennes entreprises, qui n'ont qu'un faible pouvoir de négociation et affichent de maigres profits, une capitalisation modeste, une faible génération de cash-flow et de lourds investissements en fonds de roulement, connaissent des problèmes. Les possibilités de faire pression sur les fournisseurs pour améliorer les flux de trésorerie sont limitées.

Depuis octobre 2012, une nouvelle loi ("l'article 62") fixe pour le secteur de l'agro-alimentaire un délai de paiement maximum de 30 jours pour les denrées périssables et de 60 jours pour les denrées non périssables. Suite à cette nouvelle disposition, les entreprises du secteur les plus faibles, incapables de faire face au décalage entre leurs besoins en fonds de roulement et leurs obligations de paiement, ont quitté le marché ou ont été contraintes de réorganiser leurs opérations. D'autres sont toutefois parvenues à se conformer à la loi et à consolider leur position financière. Nous pensons que cette loi va contribuer à injecter des liquidités dans la chaîne de valeur agro-alimentaire italienne et favoriser l'amélioration de sa compétitivité internationale.

Le comportement de paiement des grands détaillants s'est amélioré légèrement au cours des derniers mois. En revanche, une certaine dégradation peut être observée dans le segment des distributeurs de taille moyenne. Nous prévoyons que les délais de paiement vont continuer à diminuer dans les prochains mois. Le taux de faillite devrait rester stable pendant cette même période après avoir connu une tendance à l'aggravation au cours des six derniers mois. Ces dernières années,

de nombreux petits et moyens distributeurs de produits alimentaires ont connu de graves difficultés financières. Les problèmes les plus fréquents étaient la qualité des créances, le niveau des stocks, la faiblesse des entreprises partenaires, la lenteur des paiements et le manque de liquidités suffisantes pour se conformer à l'article 62. Chez les grands distributeurs, en revanche, une diminution du taux d'insolvabilité a été constatée.

Dans le contexte actuel d'incertitude, les performances dépendent principalement des compétences en gestion et d'une bonne gestion du crédit. Il convient également de se concentrer sur le cœur de métier pour garantir une génération suffisante de liquidités à réinvestir dans l'entreprise. Le secteur peut compter sur une demande stable, pour les marques de distributeurs comme pour les marques possédant une valeur ajoutée perçue. Malgré les difficultés qu'il connaît, le secteur peut tirer parti de sa nature non cyclique, de sa clientèle vaste et variée et de ses solides performances à l'exportation. En conséquence, notre politique de couverture est généralement ouverte à l'égard de ce secteur, mais naturellement toujours en fonction de la situation de l'acheteur.

Secteur agro-alimentaire italien

POINTS FORTS	POINTS FAIBLES
Secteur inélastique	Majorité de petites et moyennes entreprises
Bonne réputation du "Made in Italy"	Capitalisation fragile et marges étroites
Opportunités d'exportation	Forte concurrence

Pays-Bas



- L'effet de l'embargo russe sur les importations semble limité
- Risque croissant de faillite dans le sous-secteur des produits laitiers
- Comportement de paiement stable dans l'ensemble

Evaluation des risques	forte		stable	forte	
	amélioration	amélioration		détérioration	détérioration
Evolution des impayés au cours des 6 derniers mois			✓		
Augmentation des impayés au cours des 6 prochains mois				✓	
Evolution des faillites au cours des 6 derniers mois		✓			
Augmentation des faillites au cours des 6 prochains mois			✓		

Conditions de financement	très élevé		élevé		moyen		faible		très faible	
	Dépendance à l'égard des financements bancaires					✓				
Endettement global du secteur					✓					
Volonté des banques d'accorder des crédits à ce secteur					✓					

Conditions commerciales	forte		stable	forte	
	amélioration	amélioration		détérioration	détérioration
Marges bénéficiaires: tendance générale au cours des 12 derniers mois				✓	
Situation générale de la demande (ventes)			✓		

Source: Atradius

En 2013, le secteur agro-alimentaire a été l'un des rares du pays à générer de la croissance en valeur et à conserver un niveau d'emploi stable. Cette année, les prévisionnistes tablent sur une croissance légèrement inférieure à celle de 2013 (+1,5%), de sorte que les exportations pourraient atteindre un total d'environ 78 milliards d'euros. Le secteur représente 18% des exportations des Pays-Bas et le pays est le 2^e exportateur au monde de produits agricoles et alimentaires. La récente baisse de l'euro a donné un coup de pouce supplémentaire à la croissance des exportations et, globalement, la position concurrentielle de l'économie néerlandaise s'est améliorée depuis 2008.

Les effets de l'embargo russe sur le secteur sont difficiles à évaluer, mais ils semblent assez limités. Du fait de l'embargo, des pays tiers à l'UE vont fournir des produits alimentaires à la Russie, ce qui induira sur leurs marchés domestiques une demande de produits européens et néerlandais favorisés par un taux de change devenu plus favorable. Une augmentation des défauts de paiement aux fournisseurs néerlandais à cause de l'embargo russe ne peut toutefois être exclue.

Ces derniers mois, les retards de paiement sont restés stables; dans la plupart des cas ils sont dus à des litiges entre fournisseurs et acheteurs. Notre expérience de paiement dans ce secteur est comparativement bonne. Les faillites dans le secteur ont diminué d'une année sur l'autre en 2014, même en tenant compte du niveau très élevé atteint en 2013. Nous prévoyons que la tendance en matière de faillites d'entreprises restera stable au premier semestre 2015. Les entreprises jouissant d'une solvabilité relativement robuste, l'endettement dans ce secteur est modeste. Toutefois, la faiblesse de l'économie des Pays-Bas a conduit à un pic des ajustements de valeur en 2013.

Secteur domestique de la distribution

En 2013, la consommation domestique de produits alimentaires a été évaluée à 57 milliards d'euros, dont plus de 50% (29,3 milliards) vendus par les supermarchés, soit une augmentation de 2%. Le chiffre d'affaires des supermarchés devrait croître de 1,5% en 2014 et de 1,8% en 2015, une hausse due principalement à l'augmentation des volumes. En effet, une augmentation des prix n'est guère possible vu la forte concurrence qui règne dans ce segment. Dans le difficile contexte économique actuel, les consommateurs sont particulièrement attentifs aux prix. Les hard-discounters comme Lidl et Aldi et les distributeurs en ligne en profitent pour accroître leur part de marché. Si les marges sont étroites dans ce segment, la rentabilité est encore satisfaisante.

Les limites entre les services de restauration (hôtels, restaurants, traiteurs et cafétérias) et la vente au détail de produits alimentaires deviennent floues, car de plus en plus de supermarchés offrent des aliments prêts-à-consommer, tandis que les grands magasins disposent de restaurants internes.

Boissons

Les performances de l'industrie néerlandaise des boissons restent positives, malgré le ralentissement de la croissance en volume dans des marchés clés comme les États-Unis et la région Asie-Pacifique. En Europe, la croissance est toujours nulle en raison de la baisse de la consommation.

Viande

Les scandales qui ont éclaté ces dernières années, comme celui de la viande de cheval vendue pour du bœuf, a sapé la confiance des consommateurs, mais pas assez pour changer les modèles de consommation. La consommation de viande a tout de même diminué au cours des trois dernières années à cause de la crise économique. Les marges sont étroites, car les détaillants exercent une forte pression sur les prix déjà bas de la viande, y compris la viande émincée. Toutefois, la nouvelle réglementation en vigueur en Allemagne en matière de salaire minimum aura un effet positif sur les abattoirs néerlandais. Les défauts de paiement dans le secteur de la viande ont diminué en 2014.

Il est difficile d'évaluer l'impact sur ce segment de l'embargo russe sur les produits alimentaires. En 2013, la valeur des exportations de viande vers la Russie a atteint 140 millions d'euros, soit à peine 1,8% du total des exportations. Le gouvernement néerlandais a confirmé récemment qu'il appuiera des initiatives visant à améliorer les exportations vers d'autres pays pour compenser l'embargo russe.

Produits laitiers

Le secteur des produits laitiers est l'un des plus importants de l'industrie agro-alimentaire néerlandaise. En 2013, la production de lait a augmenté de 4,2%, à 12,3 millions de tonnes. Plus de la moitié (55%) du lait est transformée en fromage, de loin le plus important produit alimentaire néerlandais.

L'année 2013 a été marquée par une augmentation substantielle des exportations, grâce à des volumes et des prix plus élevés. La valeur des exportations s'est accrue de 21% d'une année sur l'autre, à 6,7 milliards d'euros. L'importance du marché néerlandais des produits laitiers est reflétée par le solde de la balance commerciale néerlandaise qui affiche un excédent commercial de 4,1 milliards d'euros (9% de l'excédent commercial néerlandais total).

La majeure partie des exportations néerlandaises sont destinées à l'UE (67,2%: principalement à l'Allemagne, la Belgique et la France). Les principaux pays d'exportation en dehors de l'UE sont la Russie, la Chine, l'Arabie saoudite et le Nigeria.

L'embargo russe sur les importations rend difficile l'établissement de prévisions pour ce secteur. Les prix de ventes des produits néerlandais ont diminué cette année, après le niveau inhabituellement élevé constaté en 2013. En outre, l'abolition des quotas laitiers de l'UE en 2015 pourrait conduire à une offre excédentaire, ce qui aurait un effet encore plus négatif sur les prix et les marges. Jusqu'ici, les défauts de paiement ont été peu nombreux dans ce segment, et le comportement de paiement a été bon dans l'ensemble. Mais la fin des quotas laitiers est susceptible d'augmenter les risques de faillites l'année prochaine.

Fruits et légumes

La valeur des importations néerlandaises de fruits et légumes continue de croître: environ 2 milliards d'euros pour les importations de légumes et 4 milliards pour les importations de fruits. Plus de 80% des légumes et plus de 65% des fruits importés concernent le commerce de transit, car les entreprises de négoce néerlandaises sont des intermédiaires importants entre les producteurs du monde entier et les acheteurs européens.

Les fruits et légumes, qui représentent la plus grosse part des exportations agricoles néerlandaises, s'élèvent à plus de 8,7 milliards d'euros en 2013 et sont principalement destinées au Royaume-Uni, à l'Allemagne et aux autres pays de l'UE. Entre janvier et août cette année, les exportations de fruits et légumes ont augmenté de 8% d'une année sur l'autre.

Moins de 1% des fruits et 11% des légumes sont exportés vers des pays tiers à l'UE. En 25 ans, les exportations de tomates ont doublé pour atteindre 1 million de tonnes. Les prix restent bas du fait des surcapacités structurelles, mais du moins les coûts énergétiques ont diminué au premier semestre 2014 (le prix de l'énergie représente 25% du prix de vente des légumes cultivés sous serre). La poursuite de la tendance à la baisse des prix du gaz naturel et de l'électricité attendue en 2015 devrait favoriser le secteur.

Les perspectives d'exportation pour les producteurs de pommes de terre et d'oignons sont optimistes et les prix de vente resteront probablement légèrement supérieurs à leur moyenne à long terme en 2014 et 2015. Les exportateurs néerlandais contrôlent environ 75% du marché mondial des plants de pommes de terre et les perspectives à long terme sont excellentes pour ces produits de haute qualité. Dans le segment des fruits, les prix ont évolué favorablement en 2013 et 2014 et les perspectives à long terme pour les producteurs de fruits et légumes sont positives. En particulier, les ventes dans les marchés de niche comme les légumes bio et les mini-légumes (mini-tomates, mini-concombres et mini-poivrons doux) devraient connaître une croissance vigoureuse.

Au premier semestre de cette année, les exportations de produits agricoles vers la Russie avaient déjà diminué de 10% en glissement annuel. Avant même l'embargo, les prix des produits cultivés en serre étaient déprimés et actuellement certains producteurs néerlandais de légumes sous serre commencent à en ressentir l'impact. Bien que moins de 4% des exportations totales de légumes soient destinés à la Russie, cette part appréciable de leurs exportations manquera aux producteurs de fruits et de tomates. On estime que l'embargo russe coûtera au secteur de l'agriculture plus de 300 millions d'euros en manque à gagner cette année.

En septembre, les prix des légumes sous serre se sont toutefois redressés pour retrouver, voire dépasser, leurs niveaux pré-embargo. Ainsi, les perspectives pour les exportations agro-alimentaires sont moins sombres que ce que l'on envisageait immédiatement après l'annonce du boycott début août. Début octobre, l'euro est tombé à son plus bas niveau depuis deux ans, ce qui devrait donner un coup de fouet aux exportations agro-alimentaires.

Secteur agro-alimentaire néerlandais

POINTS FORTS	POINTS FAIBLES
Infrastructures modernes	Demande domestique toujours atone
Production et commercialisation très efficaces	Forte concurrence dans la distribution

Performances du marché en un coup d'œil

Danemark



- La baisse des prix de vente du porc affecte le secteur de la viande et les producteurs
- Les délais de paiement restent fixés à 30 jours
- Nous surveillons de près les entreprises touchées par l'embargo russe sur les produits alimentaires

Le secteur agro-alimentaire danois représente près de 25% des exportations danoises de matières premières. Au total, plus des deux tiers de la production alimentaire du pays est exportée. Ces dernières années, la Chine est devenue, comme l'Allemagne et le Royaume-Uni avant elle, l'un des plus importants marchés d'exportation du Danemark. Et en 2013 et 2014, c'est principalement à la demande des marchés émergents que le secteur agro-alimentaire doit son développement. L'un des sous-secteurs les plus importants est celui de la production de viande (de porc, majoritairement), dont environ 90% sont exportés. Ce sous-secteur est résilient dans l'ensemble et génère des résultats positifs. Quant à l'industrie laitière, elle représente plus de 20% du total des exportations agro-alimentaires danoises. 2013 a été une année record pour la vente de produits laitiers danois et 2014 devrait s'avérer meilleure encore, malgré la récente chute des prix mondiaux du lait cru.

Depuis le printemps 2014, les exportations danoises de produits alimentaires vers la Russie subissent l'effet négatif de l'embargo russe sur les importations de viande de porc et, depuis le mois d'août, de l'extension de cet embargo sur les produits alimentaires. En 2013, les exportations danoises de produits alimentaires vers la Russie ont atteint une valeur d'environ 600 millions d'euros (4% du total des exportations de produits alimentaires), dont une part de 80% - là encore, principalement la viande de porc - est affectée par l'embargo.

Si l'industrie agro-alimentaire danoise a pu trouver de nouveaux débouchés qui ont largement compensé ce manque à gagner, elle a dû faire face à une baisse des prix. La panique déclenchée par l'embargo russe semble s'être calmée et le marché européen de la viande de porc est désormais stabilisé, bien qu'à un niveau de prix inférieur, tandis que les marchés asiatiques restent très porteurs. Globalement, l'embargo russe, combiné au déclin des prix de la viande de porc, du lait et des céréales, devrait écorner les performances de la plupart des sous-secteurs agro-alimentaires danois au cours des prochains mois.

Dans l'ensemble, les grandes entreprises agro-alimentaires danoises affichent de bonnes performances depuis ces dernières années et cette tendance s'est poursuivie jusqu'au début de 2014. Les petits producteurs de viande et les grossistes, ainsi que les entreprises de restauration, affichent également des résultats satisfaisants. Les petites entreprises les plus vulnérables sont celles qui exportent vers la Russie et le sud de l'Europe, ainsi que les fournisseurs/sous-traitants des hôtels, restaurants et cantines privées, y compris certains grossistes et petits détaillants en fruits. Ces derniers mois, les agriculteurs danois, surtout les producteurs de viande de porc et de lait, ont été frappés par la baisse des prix de vente entraînée par l'embargo russe et, malgré les initiatives nationales et européennes attendues de soutien au secteur, en 2015 la situation devrait devenir assez grave pour les nombreux agriculteurs qui sont fortement endettés.

En moyenne, les paiements dans le secteur agro-alimentaire se font à 30 jours, un délai inchangé depuis 2013. Au cours des six derniers mois, nous avons constaté dans ce secteur une tendance stable ou en très légère amélioration des faillites, ainsi que de la vente au détail et en gros. Notre expérience reste satisfaisante, avec un nombre relativement faible de notifications de défaut de paiement. Par rapport aux autres secteurs économiques, nous avons reçu peu de demandes d'indemnisation liées au secteur agro-alimentaire et nous pensons qu'il en sera de même en 2015.

Pour le moment, notre politique de couverture reste positive à l'égard de tous les sous-secteurs. Toutefois, nous suivons de très près les répercussions de l'embargo russe sur les sous-secteurs et les entreprises affectés.

Pologne



- **Les perspectives du secteur agro-alimentaire devraient s'améliorer parallèlement à celles de la consommation domestique**
- **Les produits laitiers et les légumes sont affectés par l'embargo russe**
- **Diminution des marges dans certains segments**

Dans l'ensemble, le secteur agro-alimentaire polonais affiche des résultats satisfaisants pour 2014, malgré certaines difficultés comme l'apparition de cas de peste porcine africaine (PPA) qui ont provoqué un strict embargo de la part de la Chine, et l'embargo russe sur les importations de produits alimentaires en provenance de l'UE. L'une des raisons de ce succès est l'augmentation de la consommation domestique (environ 70% des produits alimentaires polonais sont consommés dans le pays). Généralement, les prix des produits alimentaires en Pologne diminuent seulement pendant les mois d'été, mais cette année ils ont commencé à baisser dès le mois de février. Combiné à la hausse du revenu disponible, cela signifie que les consommateurs polonais ont pu dépenser davantage en nourriture et cette croissance des ventes devrait se poursuivre.

En 2013, les exportations polonaises de produits alimentaires ont atteint une valeur d'environ 20 milliards d'euros. Globalement, l'impact direct de l'embargo russe sur les importations est limité car la Russie ne représente qu'à peine 6,3% des exportations polonaises de produits alimentaires, la part la plus importante étant destinée à ses voisins de l'UE, principalement l'Allemagne et le Royaume-Uni. Ces dernières années, les exportations vers des pays extra-européens, dont la Chine et l'Arabie saoudite, ont également connu une croissance significative.

La Russie est néanmoins un acheteur clé pour certains sous-secteurs qui ressentent très durement l'impact de l'embargo. Environ 12% de la production polonaise de tomates, poivrons, champignons, choux et laitues sont habituellement destinés à la Russie à cette époque de l'année. D'après le ministère polonais de l'agriculture, en 2013 la Pologne a exporté plus de 804.000 tonnes de fruits et légumes vers la Russie, pour une valeur d'environ 336 millions d'euros. Les prévisionnistes estiment que la perte consécutive à l'embargo pour le secteur polonais des fruits et légumes sera d'environ 500 millions d'euros. L'industrie laitière est également touchée partiellement, puisqu'elle expédie traditionnellement environ 10% de ses exportations de fromage à pâte dure et de fromage frais vers la Russie. Les producteurs de légumes et de lait ont demandé à l'UE de leur verser des compensations pour les pertes subies à la suite des sanctions russes, et la Commission européenne a déjà annoncé qu'elle indemniserait les producteurs de denrées périssables. En revanche, alors que nombreux sont ceux qui estiment que les producteurs polonais de pommes seront négativement affectés, ceux-ci peuvent en fait stocker leur récolte pendant une très longue durée - dès que la Russie a annoncé son embargo, les producteurs de pommes ont commencé à chercher de nouveaux débouchés, et ils ont trouvé des acheteurs en Afrique du Nord, en Chine, en Inde, au Vietnam et au Canada. Même si les marges de ventes dans ces pays sont moins intéressantes que dans le cas de la Russie, elles restent acceptables.

L'industrie polonaise de la viande continue à croître, bien qu'une part importante des investissements dans ce sous-secteur soit financée en externe, si bien que les entreprises sont fortement endettées. Cela pourrait devenir un problème dans l'éventualité d'une chute de la rentabilité ou des volumes de ventes. Toutefois, les taux d'intérêts historiquement bas actuellement favorisent les entreprises de ce secteur. Malgré les cas récents de PPA et l'embargo alimentaire russe, la situation des entreprises de transformation de la viande est stable, d'autant qu'elles bénéficient également des prix plus faibles des matières premières (porc).

Les entreprises de transformation alimentaire pourraient même profiter de l'embargo russe sur les importations, car celui-ci a conduit à une chute des prix de certains de leurs fournisseurs. Toutefois, les sous-secteurs de la viande, des fruits et des produits laitiers devraient être négativement affectés par les conséquences indirectes de l'embargo russe, à savoir l'offre excédentaire sur les marchés de l'UE conduisant à une baisse des prix de vente. L'impact indirect de l'embargo russe sur les importations est la raison majeure pour laquelle nous avons abaissé les perspectives de performances du secteur de "bon" à "correct".

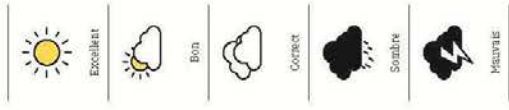
Le secteur agro-alimentaire est fortement endetté et dépend dans une large mesure du financement aisément accessible des banques. En moyenne, les paiements dans ce secteur se font à 45 jours et, après la légère détérioration constatée ces derniers mois, nous pensons que les retards de paiement et les faillites vont diminuer. Il s'ensuit que notre politique de couverture est très souple, même si nous sommes prudents dans certains cas, sachant que la marge de rentabilité de nombreux producteurs, abattoirs, laiteries et détaillants se rétrécit. Du fait de l'embargo russe sur les importations, certaines petites entreprises du secteur ou celles dépendant fortement de fournitures russes pourraient être confrontées à de graves difficultés si, du fait de la baisse de leurs ventes, elles ne parviennent plus à faire face à leurs coûts fixes. Nous

sommes généralement plus prudents lorsqu'il s'agit de couvrir les sous-secteurs de la viande (surtout du porc) et des produits laitiers.

Vue d'ensemble

Décembre 2014

	Acar	Agriculture	Agraire/industrie	Automobile/Transport	Biens de consommation durables	Chimie/Pharmacie	Construction/Immobilier	Electronique/TIC	Industrie metallurgique	Metalurgie	Papier	Services	Services financiers	Tourisme
Allemagne	☁	☀	☁	☁	☁	☀	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁
Autriche	☁	☀	☁	☁	☁	☀	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁
Belgique	☁	☁	☁	☁	☁	☀	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁
Danemark	☁	☁	☁	☁	☁	☀	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁
Espagne	☁	☀	☁	☁	☁	☀	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁
France	☁	☀	☁	☁	☁	☀	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁
Grande-Bretagne	☁	☀	☁	☁	☁	☀	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁
Hongrie	☁	☀	☁	☁	☁	☀	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁
Irlande	☁	☀	☁	☁	☁	☀	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁
Italie	☁	☀	☁	☁	☁	☀	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁
Pays-Bas	☁	☀	☁	☁	☁	☀	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁
Pologne	☁	☀	☁	☁	☁	☀	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁
Portugal	☁	☀	☁	☁	☁	☀	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁
Republique tchèque	☁	☀	☁	☁	☁	☀	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁
Russie	☁	☀	☁	☁	☁	☀	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁
Slovaquie	☁	☀	☁	☁	☁	☀	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁
Suede	☁	☀	☁	☁	☁	☀	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁
Suisse	☁	☀	☁	☁	☁	☀	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁
Turquie	☁	☀	☁	☁	☁	☀	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁
Bresil	☁	☀	☁	☁	☁	☀	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁
Canada	☁	☀	☁	☁	☁	☀	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁
Etats-Unis	☁	☀	☁	☁	☁	☀	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁
Mexique	☁	☀	☁	☁	☁	☀	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁
Australie	☁	☀	☁	☁	☁	☀	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁
Chine	☁	☀	☁	☁	☁	☀	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁
Emirats Arabes Unis	☁	☀	☁	☁	☁	☀	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁
Hong Kong	☁	☀	☁	☁	☁	☀	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁
Inde	☁	☀	☁	☁	☁	☀	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁
Indonesie	☁	☀	☁	☁	☁	☀	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁
Japon	☁	☀	☁	☁	☁	☀	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁
Nouvelle-Zelande	☁	☀	☁	☁	☁	☀	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁
Singapour	☁	☀	☁	☁	☁	☀	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁
Taiwan	☁	☀	☁	☁	☁	☀	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁
Thailande	☁	☀	☁	☁	☁	☀	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁	☁



Performances sectorielles

Changements depuis octobre 2014

Europe

Allemagne

Électronique/TIC

⬇ Détérioration de bon à correct

Le secteur connaît une exacerbation de la concurrence par les prix qui réduit les marges, et une augmentation des cas de fraude.

Services financiers

⬆ Amélioration de correct à bon

La plupart des entreprises sont financièrement solides et le secteur ne compte que quelques rares cas de d'insolvabilité.

France

Construction/Matériaux de construction

⬇ Détérioration de sombre à mauvais

Diminution des chantiers de nouveaux logements et des projets de travaux publics. Les bilans des entreprises ont été négativement affectés par la réduction des marges et l'augmentation des retards de paiement. La concurrence reste vive.

Papier

⬆ Amélioration de mauvais à sombre

Le secteur du textile connaît des difficultés, mais au cours des six derniers mois il a enregistré moins de demandes d'indemnisation.

Pologne

Agriculture

⬇ Détérioration de bon à correct

Produits alimentaires

⬇ Détérioration de bon à correct

Voir l'article page 19

Métallurgie

⬆ Amélioration de sombre à correct

Sidérurgie

⬆ Amélioration de sombre à correct

Après la diminution des capacités de production en 2012, les résultats des entreprises se sont améliorés en 2013 et au 1^{er} semestre 2014. Les transactions frauduleuses ont diminué dans les deux secteurs.

Transport

⬇ Détérioration de correct à sombre

La diminution des relations commerciales avec la Russie provoque une réduction de la demande en services de transport. Parallèlement, la concurrence avec les entreprises de transport ukrainiennes enregistrées en Pologne a augmenté.

Portugal

Chimie/Pharmacie ↑ Amélioration de sombre à correct

Les perspectives sont meilleures, surtout dans les sous-secteurs des carburants et des plastiques qui bénéficient de la baisse du prix du pétrole. Malgré des difficultés persistantes, les laboratoires pharmaceutiques profitent d'une moindre pression sur les prix des médicaments et de l'amélioration des performances du secteur de la santé.

Construction/Matériaux de construction ↑ Amélioration de mauvais à sombre

Malgré les difficultés actuelles, des signes de modeste rebond apparaissent grâce à des opportunités d'exportation vers les marchés émergents. De plus, le programme "Golden visa" lancé par le gouvernement attire les investissements étrangers sur le marché domestique de l'immobilier, et ceux-ci sont en hausse.

Espagne

Automobile/Transport ↑ Amélioration de sombre à correct

Le secteur a connu un rebond en 2013, avec une hausse de 9,3% de la production de voitures et de 8,7% des exportations. Les perspectives pour 2014 sont optimistes et une nouvelle augmentation de la production et des exportations est attendue.

Russie

Agriculture ↓ Détérioration de correct à sombre

Le secteur est affecté par les sanctions et par le ralentissement économique.

Automobile ↓ Détérioration de correct à sombre

Machines ↓ Détérioration de correct à sombre

Ces deux secteurs souffrent du ralentissement actuel de l'économie et de la dégradation de la situation en matière d'investissements. De plus, étant à forte intensité en capital, ils sont gravement impactés par la forte dépréciation du rouble et notamment par le renchérissement des importations.

Électronique/TIC. ↓ Détérioration de sombre à mauvais

La baisse de la demande des ménages et la dépréciation du rouble ont accru la pression sur les marges des distributeurs et des grossistes. Les impayés sont en augmentation dans ce secteur où l'on a constaté plusieurs cas de faillite.

Royaume-Uni

Papier ↑ Amélioration de mauvais à sombre

Le secteur du papier connaît encore des difficultés, mais au cours des six derniers mois un nombre moins important de demandes d'indemnisation y a été enregistré.

Amériques

Canada

Chimie

↑ Amélioration de correct à bon

Malgré la baisse des prix du pétrole, les perspectives restent optimistes pour les producteurs canadiens de pétrole qui sont également favorisés par un dollar canadien plus faible.

Si vous avez apprécié le Market Monitor, vous pouvez visiter notre site www.atradius.fr, vous y trouverez nos publications Atradius traitant de l'économie mondiale, des rapports pays détaillés, des conseils sur le credit management et des études sur les pratiques commerciales.

Suivez Atradius sur les Medias Sociaux



Clause limitative de responsabilité Atradius 2014

Ce rapport est fourni uniquement à des fins d'information et n'est pas conçu comme recommandation visant des transactions particulières, des investissements ou autres stratégies quelconques à l'intention des lecteurs. Ces derniers doivent à cet égard prendre leurs propres décisions de manière indépendante, qu'elles soient de nature commerciale ou autre. Si nous avons veillé soigneusement à nous assurer que les informations contenues dans le présent rapport ont été obtenues de sources fiables, Atradius n'est toutefois pas responsable d'éventuelles erreurs ou omissions, ou des résultats obtenus par l'utilisation de ces informations. Tous les renseignements contenus dans le présent rapport sont donnés « tels quels », sans garantie quant à leur exhaustivité, leur précision, leur degré d'actualité ou les résultats obtenus à partir de leur utilisation, et sans garantie d'aucune sorte, expresse ou implicite. En aucun cas, Atradius, ses partenaires ou sociétés apparentées, agents ou employés, ne pourront être tenus responsables envers les lecteurs ou toute autre personne pour toute décision ou mesure prise sur la foi des informations contenues dans ce rapport, ou pour tous dommages indirects, particuliers ou similaires, même si ces personnes ont été avisées de l'éventualité de tels préjudices.

Copyright Atradius N.V. 2014

Atradius Credit Insurance N.V.
Avenue Georges Pompidou
92596 Levallois Perret Cedex

info.fr@atradius.com
www.atradius.fr